

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, chargé de la Transition écologique et solidaire, chargée des Transports, et Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom, ont réuni aujourd'hui à Belfort le comité de suivi national des engagements pris pour le maintien de ce site industriel. Cette troisième réunion du comité de suivi associait les organisations syndicales locales et nationales, ainsi que les élus concernés.

Au niveau des contrats, la commande de 15 rames TGV Euroduplex pour renforcer et moderniser son parc de matériel roulant sur l'axe atlantique a été approuvée par le conseil d'administration de SNCF Mobilités le 23 février 2017, puis a été notifiée à Alstom. Parallèlement, SNCF Réseau confirme son besoin de disposer de 20 locomotives de secours, les cahiers des charges seront soumis prochainement à sa commission des marchés en vue d'un appel d'offres qui pourrait être lancé en fin d'année. L'attribution du marché devrait intervenir fin 2018. Enfin, l'Etat, SNCF Mobilités et l'AFITF ont signé le 27 février la convention de financement des 30 rames TET/TER Regiolis et la commande a été notifiée à Alstom par SNCF Mobilités en avril. Les premières livraisons par le site de Reichshoffen sont attendues à l'automne 2018.

Concernant les engagements d'Alstom, le projet de faire de Belfort le centre européen de référence pour la maintenance des locomotives se poursuit : l'activité Services emploi aujourd'hui 70 personnes et dispose d'une charge pour les 3 prochaines années notamment grâce au contrat de maintenance patrimoniale de 30 locomotives. De plus, Alstom a déjà engagé près d'un million d'euros dans l'aménagement d'un nouveau bâtiment industriel destiné à la maintenance, en cours d'achèvement, et de son raccordement aux voies ferroviaires. L'Etat, les collectivités locales, SNCF Réseau et Alstom ont apporté un financement complémentaire de 852 000€, pour l'électrification de la voie d'essais de l'usine, actuellement en cours de réalisation.

Alstom poursuit ses investissements pour le développement de la nouvelle plateforme de locomotives Prima H4. Plus de 100 personnes des départements Etudes et Industrialisation sont aujourd'hui impliquées dans son développement. L'Etat continuera à accompagner Alstom pour le développement de cette nouvelle plateforme, à la fois à travers le soutien de

l'ADEME décidé à l'automne dernier à hauteur de 4M€, ainsi qu'à l'export pour les marchés sur lesquels l'entreprise pourra se positionner. Après un premier succès commercial en Suisse avec une commande de 47 locomotives Prima H4 pour SBB en novembre 2015, Alstom réalise un important travail de promotion de cette nouvelle plateforme.

Par ailleurs, des étapes essentielles ont été franchies pour le développement du TGV 2020, dans le cadre du partenariat d'innovation entre Alstom et SNCF, sur lequel Alstom investit 30 millions d'euros à Belfort. Plus de 60 personnes des départements Engineering et Industrialisation travaillent à la définition des spécifications de la nouvelle génération de motrices TGV. Le TGV 2020, compte tenu des perspectives de renouvellement du parc TGV français, représente un enjeu crucial pour les sites de Belfort, La Rochelle, ainsi que pour l'ensemble de la filière française. Il importe pour ce faire de refonder et renforcer notamment le modèle économique TGV. C'est le sens des travaux qui ont été engagés par le Gouvernement et dont les conclusions seront livrées en janvier 2018.

Concernant la diversification du site, Alstom a engagé des programmes d'automatisation de la conduite des locomotives et autour de la pile à combustible. Enfin, le site de Belfort a investi pour la modernisation de son outil industriel à hauteur de 3 M€, notamment en lien avec l'industrie du futur. Le Gouvernement et le Président-directeur général d'Alstom se félicitent de l'atteinte de plusieurs jalons importants pour le plan de continuité des activités ferroviaires sur le site de Belfort, et continueront à être attentifs à sa mise en œuvre.

Bruno Le Maire a réaffirmé l'engagement de l'État pour le maintien du site industriel Alstom de Belfort : « *Les engagements pris dans le cadre du rapprochement d'Alstom avec Siemens garantissent la pérennité de ce site. Au-delà, l'État travaillera en lien étroit avec le nouvel ensemble pour garantir la compétitivité de ce site et ses débouchés, en France et à l'export. Le site de Belfort doit être au cœur du développement du TGV du futur : il s'agit de la meilleure garantie d'avenir.* »

Elisabeth Borne a rappelé les travaux engagés par le Gouvernement pour la construction d'une stratégie ferroviaire ambitieuse pour le pays : « *L'industrie ferroviaire a besoin d'une perspective claire et de long terme sur la stratégie du transport ferroviaire. Les travaux que nous avons engagés permettront de sécuriser les futures commandes de la SNCF et le plan de charge d'Alstom.* »

A l'issue du Comité national de suivi, Henri Poupart-Lafarge, Président-directeur général

d'Alstom a déclaré : « Nous avons pu confirmer aujourd'hui qu'Alstom et l'ensemble des parties prenantes sont pleinement mobilisées pour conforter le leadership technologique et l'avenir industriel du site de Belfort. Nous investissons dans le développement des motrices du TGV du Futur ainsi que dans notre plateforme de locomotives Prima H4, tout en poursuivant notre effort commercial en France et à l'international. En parallèle, nous continuons à développer le site de Belfort en tant que centre européen de référence pour la maintenance des locomotives, et à construire l'avenir du site par la diversification de ses activités. »